

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 02 AVRIL 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 25 mars 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Mardi 02 avril 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, , Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Denis COLLET,
Umus PERRONE,
Eric TRINQUET

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Suite au débat d'Orientation budgétaire intervenu le 19 février 2024, Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le budget primitif 2024 du budget principal de la commune qui s'équilibre par section comme suit :

➤ **Section de Fonctionnement : 5 485 162,40 euros**

➤ **Section d'investissement : 2 705 075,55 euros**

Les éléments détaillés par chapitres et articles figurent dans le fichier joint en annexe à la note de synthèse adressée avec la convocation du Conseil Municipal.

Il est rappelé que lors de la mise en place de la nouvelle nomenclature comptable M57 au 01 janvier 2023, dans la cadre de la délibération n°2022-60 en date du 13 novembre 2022 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier, le conseil avait opté pour la fongibilité des crédits qui permet de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Il est proposé de reconduire cette possibilité à l'identique.

Il est aussi à noter que le budget primitif présenté prend en compte le versement d'une subvention de 14 000 euros au CCAS et une subvention de 80 000 euros au budget annexe du cinéma.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **SES MEMBRES PRESENTS** a :

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240402-DR202421-DE

- **APPROUVE** le Budget primitif du budget principal de la commune tel que proposé,
- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 14 000 euros au CCAS
- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 80 000 euros au budget annexe du Cinéma
- **ADOpte** le Budget primitif du budget principal de la commune tel que proposé par chapitre budgétaire en fonctionnement et en investissement,
- **RECONDUIT** la fongibilité des crédits à hauteur de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, autorisant le Maire à procéder aux mouvements de crédits nécessaires le cas échéant, de chapitre à chapitre durant l'exercice 2024,

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.